

Fiche n° 1 - NON FINANCEMENT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTE

ANR

La réglementation européenne interdit à l'ANR d'attribuer des aides aux entreprises en difficulté. Au cours du processus de sélection, l'ANR procède donc à des vérifications afin de s'assurer qu'il n'y a pas d'entreprise en difficulté parmi les partenaires qui sollicitent une aide. Présentation des critères d'analyse et de la procédure utilisés par l'agence.

POURQUOI LES ENTREPRISES EN DIFFICULTE NE PEUVENT RECEVOIR D'AIDE DE L'ANR ?

L'ANR alloue des aides en vertu de son régime d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation pour la période 2014-2020 notifié à la Commission européenne. Ce régime interdit à l'ANR d'allouer des aides aux entreprises en difficulté¹.

La Commission européenne considère en effet que l'attribution d'aides publiques à des entreprises en difficulté peut avoir d'importants effets négatifs sur la concurrence et les échanges, dans la mesure où la sortie naturelle du marché de certaines entreprises permet à leurs concurrents plus efficaces de se développer, tout en renvoyant des actifs sur le marché, où ils peuvent être utilisés à des fins plus productives. En interférant avec ce processus, les aides publiques à ces entreprises sont susceptibles d'entraîner un ralentissement de la croissance économique dans les secteurs concernés. Par conséquent, une entreprise en difficulté demeure libre de participer au projet, aux côtés des autres partenaires, mais elle ne recevra pas d'aide de la part de l'ANR.

QUI EST CONCERNE ?

Dans un consortium, seuls les partenaires entreprises qui sollicitent une aide de l'ANR sont soumis à l'analyse des entreprises en difficulté.

Les autres intervenants (partenaires non financés par l'ANR, prestataires de service d'un partenaire...) ne font pas l'objet d'une analyse de la part de l'ANR au titre des entreprises en difficulté.

Pour ces partenaires, dans le cas où l'entreprise appartient à un groupe de sociétés, l'analyse se fera également au niveau du groupe.

En effet, lorsque les liens capitalistiques entre la tête de groupe et la filiale sont importants, les vérifications de l'ANR s'effectuent au niveau du groupe. Par exemple, si la tête de groupe est considérée comme étant en difficulté, sans nécessairement que la filiale le soit au vu des résultats de l'analyse ci-dessous, la filiale contrôlée sera considérée comme étant en difficulté.

Si une entreprise est identifiée comme étant en difficulté, l'ANR ne pourra pas lui verser d'aide, ce qui aura un impact sur la composition du partenariat éventuel. Il est donc vivement conseillé :

- Aux entreprises : de vérifier leur situation en appliquant les critères ci-après avant la soumission
- A l'ensemble des partenaires : d'envisager toutes les solutions possibles pour la poursuite du projet en cas de non financement de l'entreprise en difficulté.

VERIFICATION DE L'ENTREPRISE AU STADE DE LA SELECTION DES PROJETS

Critères au regard desquels une entreprise sera considérée comme « en difficulté » :

¹ Cf régime d'aide n° SA 40643 art. 2.3.2 - règlement relatif aux modalités d'attribution des aides de l'ANR art. 3.5 - Règlement UE n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (art. 1) et Encadrement des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation 2014/C 198/01 (art. 1.1). La notion d'entreprise en difficulté est définie dans les Lignes directrices concernant les aides au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté n° 2014/C 249/01 du 31 juillet 2014.

PME		
De + de 3 ans ²		Quelle que soit la date de création de l'entreprise
Entreprises à responsabilité limitée ³	Entreprises dans lesquelles tout ou partie des associés ont une responsabilité illimitée ⁴	Existence d'une procédure collective
Disparition de + de 50% du capital social du fait des pertes accumulées sur le dernier exercice	Disparition de + de 50% des fonds propres du fait des pertes accumulées sur le dernier exercice	

Grande entreprise			
De + de 3 ans		De + de 2 ans	Quelle que soit la date de création de l'entreprise
Entreprises à responsabilité limitée	Entreprises dans lesquelles tout ou partie des associés ont une responsabilité illimitée	Ratio emprunts/ capitaux propres > 7,5 ET Ratio de couverture des intérêts de l'entreprise (base EBITDEA) inférieur à 1,0 (sur les 2 derniers exercices)	Existence d'une procédure collective
Disparition de + de 50% du capital social du fait des pertes accumulées sur le dernier exercice	Disparition de + de 50% des fonds propres du fait des pertes accumulées sur le dernier exercice		

L'ANR effectue ses vérifications sur la base des derniers comptes sociaux certifiés ou approuvés le cas échéant ou de la liasse fiscale et vérifie l'ouverture d'une procédure collective au BODACC (avis de jugements d'ouverture de procédure collective).

L'outil de simulation, comprenant les différents calculs à effectuer pour vérifier que l'entreprise n'est pas en difficulté, est mis à disposition des entreprises, afin qu'elles vérifient leur situation. Pour télécharger l'outil de simulation [cliquez ici](#).

Il est vivement conseillé aux entreprises d'utiliser l'outil de simulation avant la soumission et, dans le cas où la simulation montre qu'elles sont en difficulté, de se rapprocher de leurs partenaires avant de poursuivre la soumission. En effet, dans le cas où le projet est retenu, l'ANR procédera à une analyse de la santé financière des entreprises. Si, à l'issue de cette analyse, une entreprise est considérée en difficulté, elle ne pourra pas bénéficier d'une aide.

SURVEILLANCE DE L'ENTREPRISE EN COURS DE PROJET

En cours de projet, une entreprise peut rencontrer des difficultés et/ou entrer en procédure collective.

Elle est alors tenue d'informer l'ANR le plus tôt possible et doit transmettre (au plus tard 21 jours à compter de la publication au BODACC) un relevé justificatif de dépenses ainsi qu'un compte-rendu scientifique portant sur les tâches et dépenses liées au projet et déjà réalisées. Les versements de l'aide pourront être suspendus et la situation pourra selon les cas donner lieu au reversement total ou partiel de l'Aide⁵, notamment si le montant des versements effectués est supérieur aux dépenses justifiées.

² Les PME de moins de 3 ans ne font pas l'objet d'une vérification par l'ANR

³ SA, SAS, SASU, SCA, SARL, EURL

⁴ SNC, SCS

⁵ Cf règlement relatif aux modalités d'attribution des aides de l'ANR art. 9 et suivants.